

Groupes armés au nord-Mali : état des lieux.

— Fiche documentaire —

Julia Dufour et Claire Kupper

6 juillet 2012

Résumé

Cette Note d'Analyse propose un état des lieux de la situation au nord-Mali, en proie depuis le début de l'année 2012 à une instabilité inquiétante. C'est la présence sur le terrain de différents groupes armés, notamment islamistes, qui inquiète le plus le pouvoir central malien et les observateurs extérieurs. Bien que ce soit un mouvement touareg indépendantiste qui ait lancé l'offensive en janvier dernier, il semble aujourd'hui que les groupes islamistes (AQMI, Ançar Dine, MUJAO) soient les plus ancrés dans la zone. La présente note entend ainsi dresser un aperçu synthétique de ces groupes, en abordant leurs modes d'action, fondements et idéologies (pour les nouveaux), l'évolution de ceux déjà étudiés auparavant (AQMI) et enfin leurs points communs, leurs différentes alliances et leurs dissensions.

Mots clés : Sahel, Mali, groupes armés, islamisme, terrorisme.

Abstract

Armed groups in Northern Mali :

This datasheet offers an overview of the situation in northeastern Mali, suffering from a worrying instability since the beginning of 2012. It is the presence of various armed groups, including Islamists, which most worries the central government and external observers. Although the offensive in last January was launched by a Tuareg separatist movement it now appears that Islamist groups (AQIM, Ansar Dine MUJAO) have broader roots in this area. This note intends to provide a clear overview of these groups, studying their *modus operandi*, foundations and ideologies (for the new ones), the evolution of those already studied in previous notes (AQIM) and finally what they have in common, their various alliances and their differences.

Keywords : Sahel, Mali, armed groups, Islamism, terrorism.

Citation :

DUFOUR Julia, *Groupes armés au nord-Mali : état des lieux*, Note d'Analyse du GRIP, 6 juillet 2012, Bruxelles.

URL: http://www.grip.org/fr/siteweb/images/NOTES_ANALYSE/2012/NA_2012-07-06_FR_J-DUFOUR.pdf

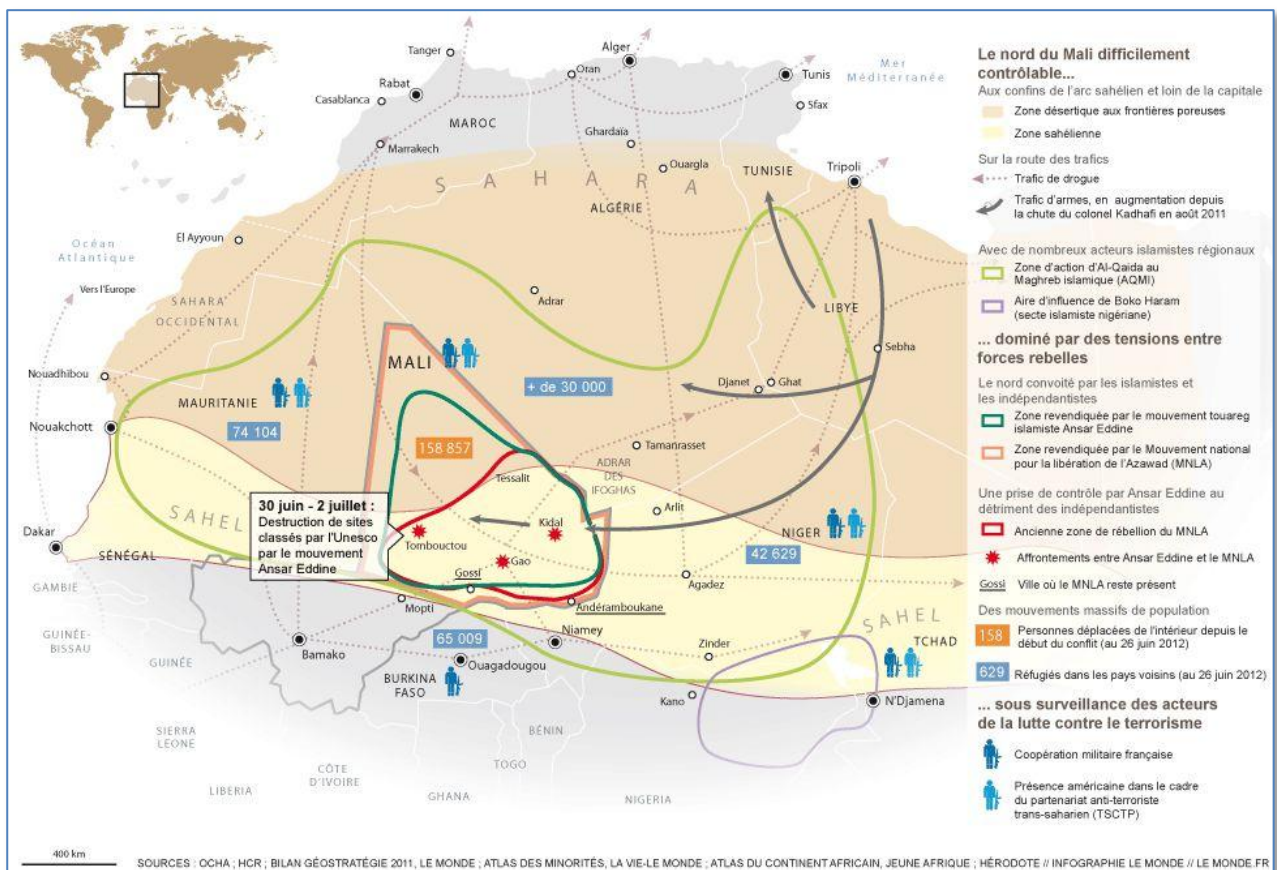


SOMMAIRE

I. Le nord-Mali : nouvelle instabilité pour une région anciennement fragile.....	3
II. Une zone désormais gangrenée par la présence de groupes armés.....	5
A. Historique des groupes armés.....	5
B. Ressemblances, alliances, différences entre les groupes présents au nord-Mali.....	7
III. Vers un possible retour à la normale.....	11

I. Le nord-Mali : Nouvelle instabilité pour une région anciennement fragile

Le désert pour horizon. Le nord-Mali, où se situent les trois régions de Gao, Kidal et Tombouctou, couvre environ 65% du territoire malien. Cette immense zone sahélienne de plus de 800 000 km² aride, inhospitalière et incontrôlable, est en proie à des crises alimentaires à répétition, des rébellions constantes et des trafics multiples. Délaissée par l'État, livrée à elle-même, et souffrant d'un investissement minimal dans les infrastructures et les services de base, la région du nord-Mali concentre tous les « atouts » pour devenir un « hub » ouest-africain pour tout projet de déstabilisation et tout trafic. Le président malien Amadou Toumani Touré, destitué par le coup d'État du 22 mars 2012, décrivait lui-même la région du nord-Mali en 2009 en ces termes : « *Il n'y a pas de routes, de centres de santé, d'écoles, de puits, de structures de base pour la vie quotidienne. En fait, il n'y a rien* »¹.



Retour sur les rébellions touareg. Les Touareg sont forts d'une identité marquée par une langue commune (le tamasheq), une culture forgée autour du nomadisme et une structure sociale complexe très hiérarchisée et de tradition guerrière. Ils sont présents dans plusieurs pays comme l'Algérie, la Libye mais surtout au Niger, qui en compte quelques 700 000. Au nord-Mali les

1. El Watan, cité dans « Comment le Sahel est devenu une poudrière », *Monde diplomatique*, avril 2012.

Touareg revendiquent dès 1958 la création d'un État touareg², malgré leur faible poids démographique. La population touareg compte en effet 550 000 individus, soit 3,6% de la population³. Éloignés de l'État central, dont les rouages administratifs sont inadaptés au nomadisme et entraînent une relative sédentarisation forcée, laissés pour compte dans les politiques de développement, affectés par les grandes sécheresses, les Touareg mènent trois rebellions – 1963, 1990, 2006 – sans réussir pour autant à se satisfaire des promesses faites par Bamako. Un nouveau mouvement, le MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad⁴), voit le jour en octobre 2011 et est principalement composé de Touareg, qui prennent les armes contre Bamako le 17 janvier 2012 et attaquent successivement les villes les plus importantes du nord du pays⁵. Dirigé par Mohamed Ag Najim, un Touareg ancien colonel de Kadhafi, le mouvement s'est constitué en groupe armé dans l'intention de créer un État indépendant laïc dans le nord du Mali. Face à cette menace, qui ne répond pas aux attentes de toutes les populations du nord, même touareg, et parce qu'ils estiment que le pouvoir en place est incompetent dans la lutte contre le mouvement rebelle, une junte militaire sous les ordres du capitaine Amadou Sanogo renverse le président Amadou Toumani Touré le 22 mars⁶. Le pays entre alors dans une crise politique intense, à l'heure actuelle toujours non résolue.

Le retour des combattants libyens et l'afflux des armes. Les répercussions de la crise libyenne sont nombreuses dans la zone sahélienne à la suite de la dispersion des armes en provenance de Libye et au retour des mercenaires dans leur pays d'origine. Ces armes se retrouvent entre les mains de divers trafiquants ou combattants des pays voisins, renforçant ainsi l'armement et la puissance de feu de ces derniers. « *Pickups, mitrailleuses lourdes et autres armements ont constitué un dangereux bagage* » selon le rapport d'information de l'Assemblée nationale française rendu public en mars⁷. Le Mali voit ainsi affluer des milliers d'hommes, soldats ou mercenaires de Kadhafi, bénéficiant auparavant d'un certain niveau de vie et d'une reconnaissance sociale et devenus des réfugiés sans ressource dans leur propre pays. Ils constituent ainsi un vivier de frustration, qui plus est, armé, sensible aux appels à la révolte et au recrutement des groupes islamistes⁸. La constitution du groupe armé MNLA résulte entre autres du retour de ces Touareg de Libye, armés et sans avenir professionnel.

2. « Al-Qaïda au Sahara et au Sahel. Contribution à la compréhension d'une menace complexe », *Diploweb*, 11 mars 2012.

3. Nous prenons ici le chiffre donné dans l'article : « Dans le nord du Mali, les Touareg du MNLA lancent un nouveau défi armé à l'État », *le Monde*, 25 janvier 2012, les statistiques différant entre 400 000 et 620 000 individus selon les sources.

4. Pour une analyse complète du mouvement, voir « Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) – Fiche documentaire », *GRIP*, 22 mai 2012 : <http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=1027>

5. L'« Azawad » signifie dans la langue tamasheq « *le territoire de transhumance* ». Cette appellation n'est pas reconnue par le gouvernement malien, qui parle de la région du Nord du Mali pour évoquer ces 6e, 7e et 8e régions que sont Tombouctou, Kidal et Gao.

6. Voir « Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest », *GRIP*, 2 avril 2012 : <http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=1020>

7. Rapport d'information de l'Assemblée nationale française n° 4431, « La situation sécuritaire dans les pays de la zone sahélienne », 6 mars 2012, p. 29.

8. Voir « Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest », *GRIP*, 2 avril 2012 : <http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=1020>

II. Une zone désormais gangrenée par la présence de groupes armés

A. Historique des groupes armés

L'extension d'Al-Qaïda au Maghreb islamique. La configuration géographique du Sahel se prête parfaitement à l'établissement de groupes armés non-étatiques: vaste zone désertique (3 millions de km²) aux frontières poreuses, au relief accidenté et truffé de grottes. AQMI, qui s'inscrit dans l'idéologie du salafisme djihadiste tel que prôné par Oussama Ben Laden, est une mutation directe du GSPC algérien (Groupe salafiste pour la prédication et le combat). Elle est active depuis 2007 dans le sud de l'Algérie. Cependant, en réaction à la volonté d'Alger de lutter contre le groupe terroriste et de ne pas lui céder une once de terrain, ce dernier se dirige progressivement vers le sud, jusqu'à y établir une base au nord du Mali et y être particulièrement actif à partir de 2008⁹. Comme cela vient d'être évoqué, AQMI va tirer parti du contexte de mécontentement lié aux conditions sociales difficiles dans lesquelles vivent les populations du nord du Mali, que ce soit dans un recrutement relatif (peu de Maliens sont présents dans le groupe) ou dans l'acceptation de la présence du mouvement dans la zone, comme acteur économique.

Ançar Dine. La première mention publique d'Ançar Dine (de son vrai nom Jum'a Ansar al-din al-salafiya, « le groupe des défenseurs salafistes de la religion » en arabe) au nord-Mali remonte au 11 mars 2012, lorsque diverses sources évoquent sa présence aux côtés des rebelles touareg¹⁰. Les observateurs découvrent alors non seulement un mouvement, revendiquant l'instauration de la charia au Mali, mais surtout un homme, Iyad Ag Ghaly, ancien leader des rébellions touareg des années 1990 à la tête du MPA (Mouvement populaire de l'Azawad). Soutenant le Pacte national de 1992 conclu avec Bamako, le mouvement se dissout et Iyad Ag Ghaly devient plus tard secrétaire général de l'Alliance démocratique du 23 mai pour le changement, mouvement touareg politique et pacifique. « *C'est en 1999-2000 qu'il a versé dans le salafisme, au contact de prédicateurs pakistanais installés à Kidal* », explique l'historien Pierre Boilley, spécialiste du Sahara¹¹. Il devient par la suite négociateur lors de libération d'otages détenus par AQMI, rôle grâce auquel il empoche de grosses commissions. Cette fonction lui donne surtout l'opportunité de créer des liens avec des personnalités du mouvement terroriste. Amada ag Hama, un de ses cousins, en est même l'un des dirigeants. Malgré cela, en 2007, Iyad Ag Ghaly est envoyé par le gouvernement malien en tant que conseiller consulaire à Djeddah en Arabie saoudite, d'où il sera expulsé en 2010 pour ses liens supposés avec Al-Qaïda¹².

La création du mouvement Ançar Dine, par Iyad Ag Ghaly, *a priori* vers la fin 2011 lorsqu'il se voit refuser son intégration au MNLA¹³, annonce l'émergence d'un islamisme malien au sein de la communauté touareg jusqu'alors réputée pour sa pratique d'un islam modéré et apolitique. Plusieurs sources affirment pourtant que les Touareg du MNLA et ceux d'Ançar Dine ont combattu ensemble lors de la bataille d'Aguelhok fin janvier, contre l'armée malienne. Dans une vidéo de présentation et de propagande envoyée à l'AFP, le bras droit d'Iyad Ag Ghaly affirme que « *c'est*

9. Voir « Al-Qaïda au Maghreb islamique – Fiche documentaire », *GRIP*, 25 août 2011 :

http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=967&titre_page=NA_2011-08-25_FR_M-MEKDOUR

10. « Nord du Mali : un mouvement islamiste combat aux côtés des rebelles touareg », *AFP*, 11 mars 2012.

11. « Mali : Iyad ag Ghali, le rebelle touareg devenu djihadiste », *l'Express*, 12 avril 2012.

12. « Coup d'état au Mali et montée de l'islamisme radical au Sahel », *Chaire Raoul-Dandurand*, 24 avril 2012.

13. Voir « Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) – Fiche documentaire », *GRIP*, 22 mai 2012 :

<http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=1027>

une obligation pour nous de nous battre pour l'application de la charia au Mali ». On y voit également des images d'un camp militaire qui semble être celui d'Aguelhok, ainsi que des militaires maliens tués et des dizaines d'autres faits prisonniers¹⁴, ce qui peut accréditer la thèse d'une action commune entre le MNLA et Ançar Dine. Ce dernier prend cependant soin de nier la pratique de crimes de guerres ou d'exactions : « *Les militaires maliens ont résisté héroïquement. C'était eux ou nous. Ce furent eux qui tombèrent. Aucune exécution n'a eu lieu et nous avons même présentement des prisonniers loyalistes capturés à Aguelok et se battant pour Ansar dine aujourd'hui* »¹⁵. Les images entendent également montrer la dimension religieuse et combattante du mouvement, scènes de prières et de combats s'alternant¹⁶.

MUJAO. Un mouvement djihadiste ouest-africain, formé en 2011, a refait surface à la faveur de la déstabilisation du nord-Mali. Le MUJAO (Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest) revendique dans un communiqué sa participation à la prise de la ville de Gao le 31 mars, et finit même par en prendre le contrôle totalement le 27 juin, faisant fuir les combattants du MNLA jusqu'aux commandes¹⁷. Connue depuis fin octobre 2011 pour l'enlèvement de trois européens, le mouvement serait une dissidence d'AQMI, tout en lui restant fidèle en termes d'idéologie. Son objectif est d'étendre le djihad à toute l'Afrique de l'Ouest¹⁸. Le chef du mouvement est un Mauritanien salafiste, Hamada Ould Khaïrou, alias Abu Qumqum. C'est lui-même qui affirme que le MUJAO est composé de Mauritanien, d'Azawadis (supposément des Maliens du nord-Mali), de Tchadiens et de Nigériens, tous engagés pour tenter d'intégrer les jeunes Africains de l'ouest dans le jihad. Pas question de revendiquer une quelconque nouvelle forme de pouvoir ou d'État, seule compte l'application de la charia dans la région¹⁹.

Attentats et prise d'otages sont la marque de fabrique du MUJAO comme d'autres mouvements terroristes. En mars 2012, il signe une attaque terroriste à Tamanrasset dans le sud de l'Algérie qui fait 23 blessés. L'attaque est symbolique, c'est en effet dans cette ville qu'est basé depuis avril 2010 le CEMOC (Comité d'état-major opérationnel conjoint), regroupant l'Algérie, le Mali, la Mauritanie, le Tchad et le Niger en lutte contre AQMI et les groupes armés de la région. Le procédé retient également l'attention : c'est un kamikaze à bord d'un 4x4 qui s'est fait exploser en lançant son véhicule contre le bâtiment. Cette manière de procéder rappelle leur attachement à l'idéologie d'Al-Qaïda²⁰. Dernier attentat en date : l'attaque d'un commandement de gendarmerie à Ouargla dans le sud de l'Algérie le 29 juin, qui s'est soldé par la mort d'un lieutenant et trois blessés. Revendiqué par le MUJAO, l'attentat visait à punir l'Algérie de son supposé soutien au MNLA contre les groupes islamistes²¹.

Mais surtout le mouvement se fait connaître en octobre 2011 pour l'enlèvement d'une Italienne et de deux Espagnols dans la région de Tindouf au sud-ouest de l'Algérie, otages pour lesquels il

14. « Mali : un mouvement islamiste proche des Touareg appelle à appliquer la charia », *AFP*, 13 mars 2012.

15. « Lyad Ag Ghali : « Ansar dine ne connaît que le Mali et la charia » », *Jeune Afrique*, 8 avril 2012

16. « Mali – Ançar Dine, le deuxième visage de la rébellion touarègue », *SlateAfrique*, 21 mars 2012.

17. « Nord-Mali : les islamistes infligent une lourde défaite aux rebelles touareg », *Le Nouvel observateur*, 27 juin 2012.

18. « Mali – Le Mujao, nouvel allié islamiste de la rébellion touareg », *Slate Afrique*, 2 avril 2012.

19. « Sahel : MUJAO à la conquête des « jeunes de l'Afrique noire » », *Alakhtar*, 29 avril 2012.

20. « Le MUJAO signe son premier attentat à Tamanrasset », *Au fait Maroc*, 4 mars 2012.

21. « Attentat contre le commandement de la gendarmerie de Ouargla. Le Mujao revendique », *Liberté*, 1er juillet 2012.

réclame aujourd'hui 30 millions d'euros²². À la mi-mai le groupe terroriste menace même de tuer l'un des Espagnols. Outre les sommes d'argent, le MUJAO réclame également la libération de plusieurs de ses combattants détenus en Mauritanie²³. Le groupe est également responsable de l'enlèvement du consul d'Algérie et de six de ses collaborateurs à Gao au Mali le 5 avril 2012, confirmant par là leur présence dans la zone. Et bien que la négociation ait été privilégiée entre les parties, le MUJAO prévenait le 29 avril 2012 que les otages étaient en danger, à la suite de l'échec des parties à trouver un accord²⁴.

Présence de Boko Haram. Enfin, la présence de membres de Boko Haram²⁵ au nord-Mali est soupçonnée depuis le début du mois d'avril. Secte islamiste nigériane, la présence de certains de ses membres est relayée par plusieurs témoignages d'habitants du nord-Mali, indiquant avoir vu des islamistes noirs parlant anglais et haoussa (langue du nord du Nigéria)²⁶. Cependant aucune déclaration officielle, ni de Boko Haram, ni des autres groupes islamistes en présence, n'a confirmé cette information.

B. Ressemblances, alliances, différences entre les groupes présents au nord-Mali.

Une entente islamiste. D'emblée, il apparaît que ces différents groupes (hors MNLA) ont pour point commun leur appartenance à l'idéologie salafite, c'est-à-dire dans ce cas une lecture « littéraliste des textes de l'Islam, rejetant toute forme d'interprétation fondée sur la raison humaine » et engageant le musulman à vivre selon les principes du Coran et de la Sunna du prophète²⁷. Le salafisme apparaît donc comme un retour à la tradition musulmane. Ces groupes sont également islamistes, dans le sens d'une « utilisation politique de l'islam », entre autres « pour protester contre la modernité occidentale »²⁸. L'objectif poursuivi étant l'instauration d'un État islamique, avec comme source de droit la charia (loi islamique comme souvent traduit en Europe de l'Ouest). Dans une interview donnée par le chef du MUJAO, ce dernier explique : « Quant à AQMI et Ançar Dine, ce sont nos frères avec qui nous avons des différends infimes qui ne touchent en rien le fond »²⁹. Rien d'étonnant donc à ce que, peu après la prise des trois principales villes du nord (Gao, Kidal et Tombouctou) début avril³⁰, Ançar Dine, AQMI et le MUJAO semblent tous les trois présents sur place. Le MUJAO affirme en effet sa participation à la prise de Gao³¹ et dès le 4 avril, des chefs d'AQMI sont signalés à Tombouctou aux côtés d'Iyad Ag Ghaly, dont Mokhtar Belmokhtar, qui est ensuite aperçu à Gao³². Un mois plus tard, début mai, les différentes sources parlent d'une alliance entre Ançar Dine et AQMI, ce dernier devenant le groupe le plus

22. « Otages du Sahel : le Mujao réclame 30 millions d'euros », *le Matin DZ*, 4 mars 2012.

23. « Le Mujao, groupe armé présent au Mali, menace de tuer un otage espagnol », *AFP*, 16 mai 2012.

24. « Otages algériens enlevés au Mali : échec des négociations, leur 'vie en danger' », *RTL*, 30 avril 2012.

25. Pour plus d'informations, voir « Boko Haram, fiche documentaire », GRIP, 19 octobre 2011 :

http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=971&titre_page=NA_2011-10-19_FR_P-SADATCHY

26. « Touaregs et jihad déchirent le Mali », *Libération*, 9 avril 2012.

27. « Le Salafisme aujourd'hui : entre réformisme islamique et mouvement de rupture », *Oumma.com*, 22 mars 2012.

28. « L'islam politique au prisme du « printemps arabe » », *l'Express*, 25 janvier 2012.

29. « Sahel : MUJAO à la conquête des « jeunes de l'Afrique noire », *Points chauds online*, 29 avril 2012.

30. « Mali : les rebelles touaregs progressent, la Cédéao en « alerte » », *l'Express*, 31 mars 2012.

31. « Mali : Touareg, islamistes, AQMI... Ils se disputent le nord du pays », *l'Express*, 3 avril 2012.

32. « Mali : Mokhtar Belmokhtar, un des chefs d'AQMI, est à Gao », *le Point*, 7 avril 2012.

puissant de la zone selon des sources mauritaniennes³³. Enfin, fin juin, ces groupes islamistes alliés finissent par se rendre maîtres de tout le nord-Mali, à la faveur d'un MNLA affaibli et isolé qui finit par se retirer de toutes les grandes villes de la zone, à la suite de violents affrontements avec le MUJAO à Gao le 27 juin³⁴.

Leurs ressemblances se traduisent donc par des alliances et un partage du territoire, dans lequel il s'agit de gérer la vie quotidienne des habitants de manière à les diriger vers une pratique de l'islam conforme à leurs attentes. Les relations ont d'ailleurs été renforcées entre les trois groupes à la suite d'une rencontre organisée fin mai à Tombouctou, au cours de laquelle tous les grands chefs ont réaffirmé leurs liens³⁵. Des rapports accablants de Human Rights Watch et d'Amesty International, publiés respectivement en avril³⁶ et en mai³⁷, dénoncent eux les exactions commises au nord du pays. Les deux études évoquent des violences envers les civils, le pillage de nombreux bâtiments financiers et publics (y compris des hôpitaux), la présence d'enfants-soldats au sein de leurs troupes ainsi que la destruction d'églises et d'une station de radio chrétienne. Le rapport de Human Rights Watch évoque également les crimes perpétrés au nom des valeurs l'islam. Au nom de la charia, Ançar Dine et ses alliés interdisent alcool, cigarettes, musique, loisirs, et vont jusqu'à s'attaquer aux symboles les plus sacrés du nord-Mali. Début mai le mausolée d'un des saints les plus vénérés de Tombouctou était brûlé par Ançar Dine, provoquant la colère des habitants³⁸. Le 23 mai, avec l'aide d'AQMI, c'est un monument laïc, le monument des martyrs de Tombouctou, qui était saccagé³⁹. Enfin, au nom d'un iconoclasme musulman radical qui interdit l'idolâtrie⁴⁰, ce sont tous les mausolées de la ville aux 333 saints qui sont menacés et la campagne de destruction commence dès le 30 juin. Opération de communication⁴¹ visant à prouver leur force ou véritable enjeu idéologique et religieux, les islamistes franchissent en tout cas un cap en s'en prenant aux symboles culturels les plus prestigieux pour toute une population⁴².

Des moyens d'action communs. Il semble que certaines des sources de financement des différents groupes soient également communes. Le Canard enchaîné dévoile le 5 juin des sources du renseignement français affirmant l'implication du Qatar dans le financement de tous ses groupes y compris le MNLA pourtant laïc⁴³. Bien que les groupes islamistes aient également recours à divers trafics et activités criminelles pour s'enrichir⁴⁴, cela ne suffit pas au financement de leurs actions, au vu, selon cette source, de l'appui financier reçu par le Qatar. De plus, fin juin, l'AFP dévoile la présence d'humanitaires qatari du Croissant-Rouge à Gao, venus officiellement en aide aux

33. « AQMI occupe une position. « dominante » dans le nord du Mali », *RTL*, 5 mai 2012.

34. « Nord du Mali : les rebelles touaregs du MNLA chassés de Gao et Tombouctou », *RFI*, 29 juin 2012.

35. « Mali : rencontre entre groupes islamistes du nord à Tombouctou », *AFP*, 28 mai 2012.

36. Rapport « Mali: War Crimes by Northern Rebels. Armed Groups Commit Rape, Use Child Soldiers », *Human Rights Watch*, 30 avril 2012.

37. Rapport « Mali: Five Months of Crisis. Armed Rebellion and Military Coup », *Amnesty International*, 16 mai 2012.

38. « Mali : un mausolée inscrit au patrimoine de l'Unesco incendié à Tombouctou », *20 minutes*, 7 mai 2012.

39. « Mali : le monument des martyrs de Tombouctou saccagé par les islamistes », *RFI*, 23 mai 2012.

40. Mais officiellement en réaction à la décision deux jours plus tôt par l'Unesco de classer Tombouctou sur la liste du patrimoine en péril.

41. « Mali. Détruire des mausolées est une opération de communication », *le Nouvel Observateur*, 2 juillet 2012.

42. « Ansar ed-Dine impose sa loi à Tombouctou », *Libération*, 3 juillet 2012.

43. « Le Qatar finance les terroristes d'AQMI et du MUJAO », *le Temps d'Algérie*, 6 juin 2012.

44. « Al-Qaïda au Maghreb Islamique : une menace multidimensionnelle », *GRIP*, 26 août 2011.

populations du nord. Protégés par des membres du MUJAO, les humanitaires seraient en réalité un soutien du Qatar au mouvement islamiste selon un membre du MNLA, et leur présence viserait à octroyer au MUJAO la sympathie des populations⁴⁵. Un soutien démenti par les intéressés.

Enfin, c'est l'aide en termes de formation des troupes que ces groupes reçoivent qui inquiète le plus les puissances voisines et étrangères. Le 8 juin, le président nigérien affirmait que des djihadistes afghans et pakistanais étaient présents dans la région et jouaient le rôle de formateurs dans des camps d'entraînement⁴⁶. L'idée d'une régionalisation de la menace, avec un arc islamiste allant de la Somalie au Mali, en passant par les membres nigériens de Boko Haram, est, elle, depuis longtemps à l'ordre du jour⁴⁷. Mais la présence supposée d'éléments djihadistes non africains fait aujourd'hui craindre aux observateurs une internationalisation du combat islamiste en Afrique de l'Ouest. Néanmoins, rien ne permet d'affirmer avec certitude qui s'entraîne dans ces camps et quelles sont les actions qui y ont lieu. Et l'existence même de ces camps demande aussi à être confirmée.

Mais des finalités et des modes opératoires différents. Mise à part ces rapprochements idéologiques, financiers, et logistiques qu'il n'est pas question de minimiser, quelques aspects propres à chaque groupe les différencient pourtant.

Le premier réside dans la vision djihadiste⁴⁸ ou non des protagonistes. AQMI et le MUJAO luttent tous deux pour une expansion régionale voire internationale de l'islamisme, avec pour cheval de bataille la lutte armée contre l'occidentalisation et les régimes contraires aux valeurs et au droit musulmans. Ançar Dine de son côté n'est pas un mouvement djihadiste, son combat ne concernant que le Mali. En ce sens il est un mouvement politico-religieux à portée nationale.

Mais la différence la plus importante à relever concerne surtout les moyens mis en œuvre par chaque groupe pour parvenir à ses fins. Comme cela a été évoqué plus haut, AQMI et le MUJAO usent de la technique de l'enlèvement à des fins financières. Inutile de rappeler le rôle d'AQMI dans l'accroissement de l'insécurité dans la région sahélienne⁴⁹. Le MUJAO détient toujours six otages algériens et les otages européens évoqués précédemment. Il est également un mouvement terroriste au même titre qu'AQMI, et fait usage de bombes à l'encontre de cibles définies dans le but de détruire, de faire des morts et de terroriser. Ançar Dine de son côté n'a jusqu'à maintenant revendiqué aucun attentat terroriste. Cependant, bien que les enlèvements ne soient pas non plus sa marque de fabrique, il est à noter qu'une chrétienne suisse avait été détenue par le mouvement un peu plus d'une semaine⁵⁰. Enfin, il semble qu'Ançar Dine joue également le rôle de « modérateur » dans les villes sous son influence. Le rapport de Human Rights Watch déjà évoqué, bien que critique sur les groupes armés présents au nord-Mali, précise qu'Ançar Dine a pris des

45. « Mali : des humanitaires du Qatar séjournent dans le nord du pays », *AFP*, 26 juin 2012.

46. « Mali : des jihadistes. « afghans et pakistanais » dans le nord du pays, selon le président nigérien, *AFP*, 8 juin 2012.

47. « Nigéria. L'ONU fait le lien entre Boko Haram et AQMI », *le Nouvel Observateur*, 26 janvier 2012.

48. Entendons ici l'idée d'un djihad armé, partant du principe que seule la force peut venir à bout des infidèles. Cependant, le djihad dans l'islam majoritaire est interprété comme étant un dépassement de soi, une lutte spirituelle vers le chemin d'Allah, sans aucune forme de violence. Dans tous les cas, il s'agit « d'exercer une force », de tenter de répandre la parole de Dieu.

49. « Al-Qaïda au Maghreb Islamique – Fiche documentaire », *GRIP*, 25 août 2011 :

http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=967&titre_page=NA_2011-08-25_FR_M-MEKDOUR

50. « Mali : l'otage suisse a été libérée », *le Parisien*, 24 avril 2012.

mesures visant à protéger les civils de la violence sexuelle, des pillages et de toutes les exactions commises par le MNLA et les milices arabes⁵¹. « *Partout où nous sommes, c'est l'ordre et la discipline* », affirmait Ançar Dine en avril⁵². Une discipline qui passe tout de même par la mise à mort des auteurs de troubles⁵³ et la punition des « pécheurs », ce qui fut le cas d'un jeune couple non marié fouetté devant la foule une centaine de fois, et mariés de force par la suite⁵⁴.

Vers une alliance touareg ? Touareg d'Ançar Dine et Touareg du MNLA : les deux mouvements dès leur création ont un point commun, à savoir le refus de l'autorité de Bamako en place. Rapprochement qui n'a pas duré longtemps.

Malgré leur commune appartenance à la culture touareg, et leur commune volonté de lutter contre les autorités maliennes, le MNLA et Ançar Dine ont dès le début affiché des objectifs différents. Mouvement indépendantiste revendiquant la souveraineté du territoire de l'Azawad, le MNLA ne place pas la question de la religion au cœur de ses projets et se définit comme laïc. Ce qui n'est pas le cas d'Ançar Dine dont la revendication première est l'instauration de la charia dans l'ensemble du Mali. Un projet qui n'entre pas en adéquation avec la pratique religieuse traditionnelle des Touareg qui « *n'ont rien à voir avec le fondamentalisme. Ces nomades d'origine berbère (...) pratiquent un islam tolérant et modéré* », rappelle l'historien Pierre Boilley, directeur du centre d'études des mondes africains (CEFAM)⁵⁵. Une réalité historique et sociologique qui pousse Ançar Dine à se lier aux autres mouvements islamistes de la région, non touareg, de manière à accroître sa puissance. Dès le moment où Iyad Ag Ghaly affirmait avoir participé à la bataille d'Aguelhok aux côtés du MNLA, une déclaration de ce dernier ne tardait pas à rappeler que le MNLA lutte *pour une République « basée sur les principes de la démocratie et de la laïcité »*⁵⁶. Nina Wallet Intalou, une des chefs du mouvement, explique d'ailleurs dans une interview au Monde⁵⁷ que ce même Iyad Ag Ghaly « *a voulu être secrétaire général du MNLA, mais nous avons refusé car il avait déjà des liens avec AQMI* ». Le MNLA entend bien faire entendre qu'aucun lien n'unit les indépendantistes touareg aux Touareg salafistes : « *Le MNLA tient sa position face à tous les réseaux mafieux et se démarque de l'organisation Ançar Dine* »⁵⁸.

Des déclarations qui ont été mises à mal par le déroulement de négociations entre les deux mouvements à la fin mai. Alliance de circonstance ou véritable collusion politique ? De nombreux échos font alors état d'un accord signé entre les deux entités le 20 mai. Nina Wallet Intalou déclare elle-même au journal Magharebia que « *les deux groupes ont mis en place un comité de quarante membres, dont la moitié représente Ansar al-Dine et l'autre le MNLA pour annoncer ce gouvernement dimanche 20 ou lundi 21 mai* »⁵⁹. Dans les points importants de l'accord, Iyad Ag

51. Création du président déchu Amadou Toumani Touré pour lutter contre les Touareg depuis plusieurs années.. Voir le rapport d'*Amnesty International* : « Mali : retour sur cinq mois de crise. Rébellion armée et putsch militaire », mai 2012.

52. « Iyad Ag Ghali : 'Ansar dine ne connaît que le Mali et la charia' », *Jeune Afrique*, 8 avril 2012.

53. Rapport « Mali: War Crimes by Northern Rebels. Armed Groups Commit Rape, Use Child Soldiers », *Human Rights Watch*, 30 avril 2012.

54. « Mali : un couple non marié fouetté », *le Figaro*, 20 juin 2012.

55. « Les indépendantistes touareg doublés par les salafistes », *Libération*, 9 avril 2012.

56. « Rupture entre le MNLA et Ançar Dine au nord du Mali », *RFI*, 20 mars 2012.

57. « Nina Wallet Intalou, la passionaria indépendantiste des Touareg maliens », *le Monde*, 19 avril 2012.

58. Communiqué n°13, 4 avril 2012, disponible sur leur site : www.mnlamov.net

59. « Les rebelles touaregs joignent leurs forces dans le nord du Mali », *Magharebia*, 21 mai 2012.

Ghaly aurait accepté l'idée d'une indépendance de l'Azawad, et les deux mouvements se seraient mis d'accord sur la mise en œuvre d'un référendum populaire sur l'instauration ou non de la charia. Un État islamique de l'Azawad était même créé⁶⁰. L'accord est cependant rapidement remis en question, les cadres du MNLA installés en Europe étant bien conscients du risque d'une dé-crédibilisation totale du mouvement rebelle indépendantiste aux yeux des observateurs étrangers et surtout européens si une coalition venait à se former avec un groupe islamiste. Mossa Ag Attaher, porte-parole du MNLA présent en Europe, déclare avec virulence : « *Nous n'avons pas mis dehors un maître colonial pour en installer un autre* »⁶¹. Une réaction qui a eu pour résultat l'arrêt officiel des discussions et une légitimation d'autant plus forte du mouvement le temps de quelques jours.

Une délégation du MNLA rencontre même le médiateur officiel Blaise Compaoré le 9 juin afin de discuter de l'avenir du nord-Mali, deux jours après la proclamation de la mise en place d'un Conseil transitoire de l'État de l'Azawad composé de 28 hommes et femmes chargés « *de la mise en œuvre de la politique générale de l'État de l'Azawad* »⁶². Un semblant de retour au calme de courte durée puisque pour la première fois le 7 juin au soir ont lieu des accrochages non loin de Kidal entre les deux mouvements⁶³. Tensions d'autant plus lourdes qu'Ançar Dine est devenu à son tour un interlocuteur privilégié dans la tentative de résolution de la crise. Pour preuve : un dialogue établi entre Blaise Compaoré et une délégation d'Ançar Dine invitée à Ouagadougou à la mi-juin⁶⁴, remettant en cause le schéma selon lequel le MNLA serait le seul interlocuteur légitime dans cette médiation. Au final, le MNLA semble aujourd'hui bien loin des succès passés, et l'idée d'un nouvel État de l'Azawad bien malmenée. D'ailleurs, à la fin juin le MNLA était chassé de toutes les grandes villes du nord-Mali, d'abord à Gao à la suite de combats avec le MUJAO, dans lesquels était blessé le secrétaire général du mouvement Bilal Ag Achérif⁶⁵, et de Tombouctou après qu'Ançar Dine leur ait demandé de quitter les lieux. Repli stratégique selon le MNLA, qui ne convainc pas grand monde⁶⁶.

III. Vers un possible retour à la normale

Le regard des Maliens sur l'islamisme. Malgré une médiatisation alarmiste des événements du nord-Mali depuis maintenant six mois, les Maliens eux-mêmes n'ont pas dit leur dernier mot. La puissance symbolique et la force de frappe des mouvements d'Ançar Dine, d'AQMI ou encore du MUJAO ne doivent pas faire oublier les valeurs, religieuses et profanes, chères au pays. Ousmane Chérif Madani Haïdara, le chef du mouvement musulman Ançar Dine qui rassemble quelques 100 000 Maliens (préalablement existant au groupe armé Ançar Dine dirigé par Iyad Ag Ghaly, qui a repris le même nom), insiste sur la différence des valeurs entre les mouvements islamistes et les populations musulmanes : « *Nous ne connaissons pas cet islam prôné par ces personnes. Ceux qui tuent et disent vouloir agir au nom de l'islam ne le sont pas réellement. (...) Notre objectif, c'est la*

60. « Nord du Mali : les rebelles touareg et les islamistes d'Ansar Dine fusionnent », *RTL*, 27 mai 2012.

61. « Mali : les divisions s'aggravent au sein de la rébellion touareg », *Africa Confidential*, 25 juin 2012.

62. « Mis en place un Conseil Transitoire de l'Azawad (CTEA) », 9 juin 2012, disponible sur leur site : www.mnlamov.net

63. « Mali : l'ex-junte libère la TV publique, accrochage entre groupes armés au Nord », *AFP*, 9 juin 2012.

64. « Mali : une délégation d'Ansar Dine à Ouagadougou pour y rencontrer Blaise Compaoré », *RFI*, 17 juin 2012.

65. « Nord-Mali : un dirigeant rebelle blessé », *le Figaro*, 27 juin 2012.

66. « Nord du Mali : les rebelles touaregs du MNLA chassés de Gao et de Tombouctou », *RFI*, 29 juin 2012.

justice et l'entraide sociale. Toute personne qui ôte délibérément la vie à son prochain n'est pas digne de l'islam. L'islam est une religion de paix et de tolérance »⁶⁷.

La question est posée : l'orientation radicale prônée par les mouvements islamistes a-t-elle des chances de s'enraciner au Mali ? Pas vraiment, la résistance aux fondamentalistes ne faiblissant pas. Le 14 mai a eu lieu la première grande manifestation de civils contre la présence de groupes armés au nord-Mali à Gao⁶⁸. Une autre le 26 juin, organisée à Gao pour dénoncer l'assassinat d'un conseiller municipal de la ville quelques jours auparavant, aurait fait un mort et plusieurs blessés⁶⁹. Les parents du nord-Mali sont même nombreux à retirer leurs enfants des écoles, pour les éloigner d'un enseignement devenu islamique, et à les envoyer dans la capitale⁷⁰. Une fuite idéologique qui fait suite à une fuite massive de nord-Maliens effrayés des premiers combats du mois de janvier, les deux favorisant un dépeuplement progressif du nord-Mali⁷¹. Ce rejet d'une islamisation est aussi assimilée par certains comme le rejet d'un nouveau colonialisme dit « arabe ». Mossa Ag Attaher déclare à propos d'une éventuelle alliance MNLA/Ançar Dine : « *Je considère l'application de la charia, c'est-à-dire l'arabisation de notre peuple, comme une grave violation de notre culture et de notre identité, et comme un rejet honteux de la révolution »⁷². Mais loin de cette vision essentialiste figée et source de divisions, le malaise face à la prise de pouvoir de ces groupes armés résulterait plutôt dans la destruction de ce qui constituait le nord-Mali jusqu'à présent : sa pluralité communautaire. Et face à l'imposition d'une pensée et d'un mode de vie uniques, les Maliens réagissent. C'est cette même communauté arabe malienne qui s'en prend à la présence des groupes armés et souhaite un retour au calme, dénonçant les actions des groupes islamistes. Un congrès a eu lieu début juin pour statuer sur les déclarations et recommandations des notables, élus et chefs de villages arabes concernant le meilleur moyen de rétablir l'unité du pays⁷³, ainsi qu'une réunion des intellectuels musulmans de Kidal, rejetant le projet d'Ançar Dine⁷⁴. La soumission du nord-Mali aux différents groupes armés et islamistes semble donc loin d'être généralisée. Et si le « sauvetage » de la région passait par les Maliens eux-mêmes ?*

Complexité des groupes armés. L'analyse de la situation malienne nécessite une approche nuancée, qui tienne compte de sa complexité. Une nouvelle grille d'analyse peut être développée de manière à dépasser le manichéisme de certaines études, opposant islamistes à non-islamistes. Comme le souligne le chercheur Cédric Jourde dans une étude sur les réalités sociales en

67. « Mise au point de Chérif Ousmane Madani Haïdara sur la confusion autour du nom Ançardine. « Nous n'avons aucun lien avec les djihadistes d'Iyad Aghaly » », *l'Indépendant*, 5 avril 2012.

68. « Mali : plusieurs blessés à Gao après des manifestations contre les groupes armés », *RTL*, 14 mai 2012.

69. « Nord du Mali : au moins un mort lors d'une marche à Gao », *le Monde*, 26 juin 2012.

70. « Mali : les élèves fuient la charia dans les écoles du Nord », *IRIN*, 25 juin 2012.

71. Dès le début du lancement de la lutte armée par le MNLA en janvier, des dizaines de milliers de Maliens se sont enfuis. Les chiffres n'ont cessé d'augmenter tout au long du trimestre : de 20 000 réfugiés recensés début février, OCHA estime fin juin à 181 000 le nombre de réfugiés maliens enregistrés au Burkina Faso, en Mauritanie et au Niger sans compter les 158 000 déplacés internes au Mali. D'après Amnesty International, deux tiers des habitants auraient fui le nord du Mali en mai 2012.

72. « Mali : les divisions s'aggravent au sein de la rébellion touareg », *Africa Confidential*, 25 juin 2012.

73. « Mali : la communauté arabe s'oppose aux groupes islamistes », *RFI*, 5 juin 2012.

74. « Ansar al-Din s'efforce d'obtenir un soutien », *Magharebia*, 25 juin 2012.

Mauritanie, « *bien souvent, ce sont les individus qui 'font' la tribu, et non pas l'inverse* »⁷⁵. Appliquée au cas des groupes armés maliens, cette observation permet de suggérer un lien étroit entre certaines trajectoires individuelles et la trajectoire des mouvements : « *ce sont les hommes qui font les groupes armés et non l'inverse* ». En prenant l'exemple des chefs des deux principaux groupes en présence au nord-Mali (Ançar Dine et MNLA), l'étude des dynamiques et des agendas personnels des combattants prend tout son sens. Concernant Iyad Ag Ghaly, dont la biographie a été rapidement relatée dans ce travail, sa vocation à devenir le leader d'un mouvement islamiste est récente et semble être la conséquence de l'échec de son intégration au sein du MNLA, dont il souhaitait dans un premier temps partager le combat.

Une lutte de pouvoirs pourrait être à l'origine de ce refus, bien loin de l'argument du MNLA selon lequel Iyad Ag Ghaly a été écarté du fait de ses liens avec AQMI. De même, on peut revenir sur la personnalité du chef d'état-major du MNLA, Mohammed Ag Najim. Le parcours singulier de cet ancien colonel de Kadhafi, naturalisé libyen, jadis aux commandes d'une troupe d'élite, reste interpellant. Au-delà des convictions politiques invoquées, son avènement comme chef du MNLA⁷⁶, pourrait aussi être perçu comme un moyen de sauvegarder un statut social en danger. Par ailleurs, il convient d'ajouter qu'en l'absence de mécanismes institutionnels de mobilité et d'ascension sociale, la lutte armée se révèle être un bon moyen d'affirmation de puissance et de légitimité, déniées jusque dans son entourage propre, comme ce fut le cas d'Iyad Ag Ghaly. En dehors des revendications de chaque mouvement, il s'agit donc de suggérer que l'émergence des groupes doit être mise en relation avec une tradition bien ancrée de luttes de pouvoir d'individus et de « *dynamiques du terroir* », pour reprendre une fois de plus Cédric Jourde. Une telle grille d'analyse rappelle également que les groupes armés ne sont pas figés et aucun n'est à l'abri d'un nouveau morcellement des structures existantes, qui pourrait tout à la fois engendrer la naissance de nouveaux mouvements ou diminuer le nombre d'acteurs impliqués en fonction des négociations et des changements d'alliances.

Un possible affaiblissement des groupes armés ? Maître du jeu dans la zone selon certaines sources⁷⁷, AQMI n'est pourtant pas dans une situation idéale pour sa pérennité. Anciennement zone refuge et de repli pour le mouvement terroriste, le nord-Mali est devenu un terrain de guerre où divers groupes s'affrontent, et vers lequel tout l'extérieur a les yeux tournés annonçant une résistance couteuse pour AQMI. Malgré la lenteur des prises de décision et les divergences, aucun état voisin et observateur étranger n'entend laisser la main aux islamistes dans le nord-Mali : volonté de l'Union africaine d'engager une opération militaire⁷⁸, préparation des troupes de la CEDEAO⁷⁹, flou du côté de l'ONU⁸⁰, rejet du Niger voisin et de l'Algérie, tous deux partisans d'une résolution pacifique⁸¹, mise en œuvre d'une mission civile entre l'UE et le Niger⁸², la question du

75. « Décoder les multiples strates de l'insécurité au Sahel : Le cas mauritanien », *Centre d'études stratégiques de l'Afrique*, septembre 2011.

77. Voir « Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) – Fiche documentaire », *GRIP*, 22 mai 2012 : <http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=1027>

77. « AQMI occupe une position dominante dans le nord du Mali », *RTL*, 5 mai 2012.

78. « L'Afrique veut l'aide de l'ONU pour résoudre la crise au Mali », *le Figaro*, 8 juin 2012.

79. « La Force en attente de la Cédéao prépare son déploiement au Mali », *RFI*, 13 juin 2012.

80. « Mali : pas de soutien du Conseil de sécurité à une force d'intervention », *AFP*, 13 juin 2012.

81. « L'Algérie réaffirme son attachement à une solution politique négociée du conflit malien », *Pressafrik*, 25 juin 2012.

82. « Niger : une mission civile européenne pour renforcer la lutte contre le terrorisme », *RFI*, 7 juin 2012.

nord-Mali reste au cœur de tous les débats régionaux et internationaux. Et bien que les divergences existent, la solution militaire est le recours le plus encouragé, au rythme des dégâts occasionnés par les islamistes qui émeuvent le monde entier⁸³. AQMI et ses alliés islamistes se retrouvent donc aujourd'hui sous le feu des projecteurs et cette nouvelle configuration annonce une nouvelle ère pour ces mouvements, faite de résistance et de dépenses visant à rester au pouvoir. Une situation qui ne devrait pas manquer de les affaiblir au fur et à mesure⁸⁴.

* * *

Avec le soutien du



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
Direction de la coopération
au développement

Julia Dufour est chercheuse-stagiaire au GRIP. Titulaire d'un Master en Histoire (EHESS, Paris) et en Relations Internationales « Analyse des conflits et construction de la paix » (Sciences Po Lille), ses travaux au GRIP portent sur la situation sécuritaire et les groupes armés en Afrique de l'Ouest.

Claire Kupper est coordinatrice de l'axe « Conflits, sécurité et développement en Afrique » au GRIP.

Le **Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)**, créé en 1979, est un centre de recherche indépendant reconnu comme organisation d'éducation permanente par le Ministère de la Communauté française de Belgique. Le GRIP a pour objectif d'éclairer citoyens et décideurs sur les problèmes souvent complexes de défense et de sécurité, et souhaite ainsi contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr en soutenant les initiatives en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements. Le GRIP est composé d'une équipe de 22 collaborateurs permanents, dont 14 chercheurs universitaires, ainsi que de nombreux chercheurs-associés en Belgique et à l'étranger. < www.grip.org >

83. La destruction des mausolées de Tombouctou entamée le dimanche 1er juillet semble être un point sensible révoltant la majorité des observateurs, au vu du nombre d'articles dédiés à la question dans les actualités notamment belges et françaises.

84. « Le paiement des rançons alimente l'expansion d'Al-Qaïda », *Magharebia*, 22 juin 2012.